



**CTS du 20 octobre 2015 :  
Ou le renouveau de la planète des Shadoks !**

**Déclaration liminaire**

Monsieur le Président,

*L'été a passé : le CTS aux couleurs de l'automne et aux multiples interrogations est arrivé.  
L'ordre du jour paraît si sérieux et porte sur les problématiques suivantes :*

- Approbation du règlement intérieur du CTS,
- Réforme territoriale – point d'étape,
- Présentation des résultats baromètre social,
- Questions diverses.

*Et pourtant, en retrouvant toujours les mêmes questions tournant en boucle depuis l'existence de ce CTS, l'UNSA se demande si cette instance ne vient pas de « coloniser la planète des Shadoks », en sollicitant ses membres élus de « pomper » partout pour comprendre le but final de ces réorganisations multiples, violentes et urgentes.*

**Effectivement, au centre stratégique de ce CTS, le sujet prégnant et prédominant reste la réforme territoriale :** son point d'étape ne peut être que lié d'ailleurs au baromètre social passé et à venir avec les dégradations aussi bien morales que physiques des agents qui constituent notre Ministère dit « fort » !

Pour l'élaboration de cette nouvelle France administrative, les constats actuels sont affligeants sur sa mise en œuvre puisque l'essentiel n'est pas abordé, ou à la va-vite :

- Le dialogue social soi-disant « approfondi » est purement formel.
- Le calendrier imposé par la gouvernance et donc par l'administration ne permet pas un travail apaisé et sérieux.

Par exemple, l'administration décisionnelle prétend faire en 5 semaines une étude anticipatrice de l'impact que pourra avoir la restructuration, laquelle est elle-même en cours de définition dans ce même laps de temps. Il en est ainsi de l'étude d'impact RH ! Trop fort !

- Les partenaires sociaux, nous les OS, se trouvent sous une avalanche de documents ministériels, de lettre de missions des préfigureurs.

***Ainsi, le dialogue social est remplacé régulièrement par un monologue des préfigureurs, Préfets comme Directeurs, qui ont le même discours formaté avec les « poncifs » officiels quasi identiques d'une région à une autre.***

Ainsi, l'UNSA ne cesse de s'interroger sur les points de concertation, d'échange qui peuvent y avoir dans les différentes régions, qui fusionnent.

En effet, les méthodes et les calendriers ont été exposés ; des groupes de travail mis en place ; des collaborations faites entre les agents : mais tout ça sur un fond et sur un « ersatz » de communication, qui nous laisse à penser que les actes semblent être déjà écrits.

L'UNSA tient également à souligner fermement que les fonctions supports se trouvent malmenées au milieu de cette fusion administrative : cette spirale infernale sous entend le démantèlement de ses services, que sont les ressources RH, les finances, l'informatique.

Et il faudra à l'instar d'autres structures vraisemblablement faire appel à un numéro de « hot line » pour pouvoir caresser l'espoir d'avoir une réponse rapide, claire et efficace à la problématique posée.

***Ce qui fait dire à l'UNSA que le temps n'est plus au temps du service rendu et bien fait avec toute la conscience professionnelle que cela engendrait.***

Par ailleurs, l'UNSA trouve regrettable que les Unités Territoriales ne soient pas mises plus en amont dans la boucle des débats actuels : même s'il semblerait, avec tout le conditionnel que nous pouvons mettre et croire, que ces UT ne devraient pas être impactées. L'avenir nous le dira !

***De même, l'Administration territoriale de l'État souhaite, sur certaines régions, expérimenter la mise en œuvre du « travail en sites distants » dans le cadre de la réorganisation des services régionaux.***

Pour cela, l'UNSA demande qu'une évaluation qualitative détaillée soit mise en place ainsi qu'un schéma à la fois des attentes du responsable hiérarchique vis à vis de l'agent et en retour les attentes de l'agent vis à vis de sa hiérarchie.

Cette évaluation, qui sera intégrée dans l'entretien professionnel, ne doit pas être stérile mais riche dans la démarche de ce dernier pour que l'agent se sente reconnu sur ce nouveau « statut » : et non un accompagnement à minima au service uniquement de l'administration et au détriment de l'agent et de l'utilisateur.

***Autant dire que les résultats du baromètre social ne peuvent que se dégrader encore dans de telles circonstances, qu'il est urgent de prendre en compte réellement les risques psychosociaux de plus en plus nombreux et qui traduisent le mal être au travail des agents, sans que les élus soient obligés de monter au créneau dans les CHSCTR et M.***

***En conclusion, l'UNSA constate que le sentiment d'injustice, d'abandon, de découragement animent de nombreux agents des DIRECCTE concernées mais, il est vrai, que cette réforme nationale ne laisse place à aucun sentiment humain et alimente un collectif de travail anxieux.***

*Si le maître mot devient « nouvelle DIRECCTE au 1<sup>er</sup> janvier 2016», l'UNSA rappelle avec force qu'il ne faudrait pas que cette marche forcée fasse oublier à la gouvernance actuelle et aux autorités décisionnelles, qu'avant tout nous représentons l'État dans nos missions au service de tous les usagers, nos concitoyens en égalité et en fraternité.*

Alors, l'UNSA se permet de se souvenir et de rappeler que Monsieur Pierre RICORDEAU, Secrétaire général des ministères sociaux, a expliqué les enjeux de la réforme territoriale, son impact sur l'organisation des services de l'État et sur le quotidien des agents, notamment que chacun doit trouver sa place dans la nouvelle organisation !

**Le défi est devant vous, devant nous mais qui va le relever vraiment ?  
Car, il n'a aucune place dans la planète des Shadoks.**

**L'UNSA continuera donc fermement à dire :**

***NON !***

**Au retour de l'Ancien Régime :  
Au mépris des représentants des personnels  
A la méconnaissance des textes  
A l'urgence unilatérale instituée en règle de droit**

L'UNSA vous remercie de votre attention.